

Intervention de la CGT de Loir et Cher aux manifestations du 5 février 2019

Chers ami·es, chers camarades,

Bonjour à toutes et à tous et bienvenue à cette manifestation à l'appel de la CGT, de Solidaires et des gilets jaunes en Loir et Cher.

Alors que dans de nombreux départements, des actions communes ont lieu depuis plusieurs semaines, après la manifestation à Bourges du 12 janvier, celle à Châteauroux samedi où CGT et gilets jaunes ont manifesté côte à côte, l'UD CGT de Loir et Cher se félicite de cet appel convergent avec le mouvement des gilets jaunes, auquel de nombreux syndiqué·es CGT participent, qui se battent depuis plus de deux mois sur des revendications similaires à celles portées par la CGT depuis des années dans les mobilisations.

Et l'année qui vient de s'écouler a été marqué par de nombreuses mobilisations, impulsées par la CGT dans de nombreux secteurs comme la santé, Air France, chez les cheminot·es, les salarié·es des raffineries, celles et ceux du commerce, les électricien·nes et gazier·es, les enseignant·es et étudiant·es, les retraité·es et j'en oublie.

Toutes ces luttes ont porté les exigences de l'augmentation des salaires, des retraites et minima sociaux, le refus de l'asservissement total des salarié·es par la remise en cause du Code du Travail et des Conventions Collectives, le refus de la casse des services publics et de notre système de protection sociale solidaire.

Ce sont ces mêmes exigences que des milliers de salarié·es, de retraité·es, de chômeur·ses et précaires, de jeunes, au côté de petits artisan·nes et commerçant·es, expriment depuis le 17 novembre dernier dans un mouvement qui s'inscrit dans la durée sur les ronds-points et des manifestations toutes les semaines avec l'objectif de ralentir et bloquer l'économie.

Ce sont également les stylos rouges dans l'Éducation Nationale ou encore les gilets roses, les assistantes maternelles et les salarié·es des Services à la Personne, qui sont entrés dans l'action.

Si l'arrogance et le mépris de Macron ont fait exploser la colère, ce mécontentement profond qui s'exprime dans ces mobilisations est l'accumulation de plus de trente ans de politiques d'austérité et de régressions sociales, menées par les gouvernements successifs, de droite comme ceux parés de gauche, sous l'égide de l'Union Economique et Monétaire Européenne et de ses directives mortifères pour les peuples.

Ces politiques ont engendré salaires, retraites et minima sociaux de misère, chômage et précarité de masse, reculs graves de l'accès aux services publics et à notre sécurité sociale, en matière de retraite, de l'accès aux soins, etc., plongeant une immense masse de la population dans les pires difficultés, pendant que les profits du patronat, les fortunes des plus riches ont explosé.

Refusant de répondre aux revendications qui s'expriment, pour préserver les intérêts de ses ami-es 1^{ers} de cordée, Macron et son gouvernement sont prêts à tout pour faire taire la colère du peuple.

Utilisant des médias de plus en plus asservis au monde des affaires, ils ont recours à une véritable propagande de guerre qui cultive en boucle un climat de violence, de peur et de division pour réduire les manifestations et peser sur celles et ceux qui les soutiennent mais restent encore en attente.

Mais c'est surtout un recours à un déploiement exceptionnel des forces de police et le renfort de la justice, à une violence rare, tant vis-à-vis des gilets jaunes que des jeunes lycéen·nes et étudiant·es qui se battent pour avoir un véritable avenir.

Multiplication des arrestations arbitraires, répression aveugle, utilisation massive d'armes de dissuasion frappant les manifestant·es, causant des blessures graves, dont des amputations de mains, arrachées par les tirs de grenade, ou des pertes des yeux suite à des tirs de flash-ball sont autant de conséquences de cette violence étatique que la CGT condamne et qui doit cesser.

Et pourtant, le Conseil d'État, qui qualifie les manifestations d'émeutes urbaines, vient de débouter la Confédération CGT, l'UD CGT de Paris, la Ligue des Droits de l'Homme, Solidaires, le syndicat des avocats de France et celui de la magistrature de leur demande d'interdire l'utilisation des flash-ball pendant les manifestations.

C'est également aujourd'hui que va être présentée à l'Assemblée Nationale la loi remettant en cause la liberté de manifester, fondement même d'une société démocratique, qui viendra renforcer l'arsenal législatif répressif et la dérive autoritaire de ce gouvernement.

En réalité, cette violence d'État, justifiée par la présence de casseur·ses dans les manifestations, montre à quel point ce pouvoir, au service de la finance et des fortuné·es, craint la montée en puissance des luttes dans les entreprises et des luttes populaires.

Car en effet, face à un Macron qui continue d'afficher son mépris et d'affirmer qu'il maintenait le cap, la réponse aux revendications qui s'expriment nécessite d'amplifier, de multiplier et d'ajouter les mobilisations pour faire plier le patronat et le gouvernement.

Après l'enfumage des mesurettees annoncées en décembre, ce n'est pas la nouvelle escroquerie du grand débat national qui va répondre aux exigences portées dans les mobilisations.

Au nom d'une prétendue ouverture au dialogue, ces débats, sur des questions figées, dont ils ont déjà décidé des réponses, n'ont pour seuls objectifs que de redonner de la légitimité à toutes celles et ceux qui ont porté la logique économique depuis des années, au détriment des intérêts de la majorité de la population et de justifier la poursuite de la casse sociale, à l'exemple des services publics. Ainsi, Macron demande aux citoyen·nes, dans sa lettre aux Français·es, quel service public il serait pertinent de liquider dans le cadre de la réduction de la pseudo dette publique. Et pendant qu'on nous amuse, on tente également de nous faire oublier la responsabilité des patron·nes dans la situation.

Même ébranlé par la mobilisation, Macron a clairement annoncé, dans ses vœux, qu'il poursuivait la casse du système d'indemnisation du chômage, la liquidation de la Fonction Publique et des services publics, ainsi qu'une nouvelle attaque sur les retraites, avant destruction totale de la sécurité sociale.

Sur l'indemnisation du chômage d'ailleurs, le Conseil d'État a adopté, le 30 décembre, un décret, renforçant les sanctions contre les chômeur·ses, faisant de Pôle Emploi le juge, le juré et le bourreau, pouvant prononcer des sanctions allant de 1 à 4 mois de suspension des indemnités, jusqu'à la radiation pure et simple.

Le gouvernement se targue des chiffres du chômage qui seraient en baisse sur le 4^{ème} trimestre 2018. Il oublie de dire que dans ces chiffres en prétendue baisse 227 400 chômeur·ses ont été sortis pour cessation d'inscription en raison de défaut d'actualisation de leur dossier et 43 500 chômeur·ses ont été purement et simplement radiés.

Non, l'heure n'est pas à la consultation pipeau mais bien à l'amplification, à la multiplication, à la généralisation et la mise en convergence des actions pour contraindre patronat et gouvernement à satisfaire les revendications qui sont clairement posées et connues.

C'est l'augmentation des salaires, retraites et minima sociaux, le développement du travail salarié, qualifié, stable, à temps plein, la reconquête de la sécurité sociale, financée par le salaire socialisé et gérée par les travailleur·ses, la reconquête d'un maillage de service public qui restaure l'égalité des citoyen·nes dans la République, quels que soient leurs ressources, leur âge et leur domiciliation.

C'est également la restauration de l'ISF et la mise en œuvre d'une réforme fiscale juste et égalitaire.

Comme celles et ceux qui se mobilisent depuis le 17 novembre, la CGT exige que la démocratie ne soit plus bafouée, piétinée, à l'image du résultat du référendum de 2005 sur le projet de constitution européenne que les gouvernements successifs ont choisi d'ignorer.

Et pour financer tout cela, il suffit d'imposer une autre répartition des richesses que nous sommes seuls à créer par notre travail pour améliorer les conditions de vie et de travail des salarié·es, de la population, pour le progrès social.

Plus que jamais les moyens existent pour satisfaire les revendications :

- 57,4 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires du CAC 40 en 2018
- 40 milliards d'euros de CICE, prévus en 2019, sans aucun effet sur l'emploi.
- plus de 200 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales, de cadeaux fiscaux divers et variés, généreusement octroyés aux entreprises sur l'argent de nos impôts, sans aucun contrôle ni contrepartie
- plus de 100 milliards d'euros de fraude et d'évasion fiscale.

Le mécontentement et la colère sont légitimes et largement présents parmi les salarié·es, la population, mais nous savons à la CGT, par expérience, que c'est l'intervention collective, l'action des masses qui changent les choses et permettent d'obtenir des avancées sociales et démocratiques

C'est donc bien plus nombreux, plus rassemblés dans les luttes, avec la détermination de bloquer l'économie pour les faire plier que nous gagnerons. Il n'est facile pour personne de se mettre en grève mais c'est le seul moyen efficace pour obtenir des choses comme les camarades de Storengie, site de stockage de gaz à Chèmerly, qui ont obtenu des avancées significatives après 10 jours de grève sur les salaires, ou ceux de Delphi qui ont fait 2 jours de grève pour obtenir une véritable prime Macron.

Et plus nous serons nombreux en grève et en même temps, moins longtemps ça durera.

Cela nécessite de dépasser les différences et même les divergences qui peuvent exister ici ou là. C'est en effet toutes et tous ensemble que nous gagnerons, pas les un-es sans les autres ou les un-es contre les autres, mais rassemblés dans l'action, sur des revendications communes avec, au cœur de la bataille, la conquête d'avancées sociales et démocratiques.

Dans le prolongement de cette journée, la CGT appelle tous ses syndicats à poursuivre, à multiplier les consultations pour proposer les actions partout. Elle invite toutes celles et ceux qui ne sont pas encore dans l'action à rejoindre ceux qui se mobilisent.

La CGT continuera à poursuivre les contacts unitaires pour nourrir des convergences et prendre toutes les initiatives qui permettent de rassembler largement et amplifier la mobilisation.

Tous et toutes ensemble, organisons partout des débats pour confronter les exigences revendicatives et décider, dans toutes les entreprises et localités de passer à l'action pour gagner.

Alors à bientôt, encore plus nombreux en grève et dans la rue à une prochaine initiative.

On ne lâche rien, jusqu'à la victoire.